

PIERRE  
CAHUC ANDRÉ  
ZYLBERBERG

Le négationnisme  
économique  
et comment s'en débarrasser



Champs **actuel**

# PIERRE CAHUC ANDRÉ ZYLBERBERG

## Le négationnisme économique

Baisser les impôts, augmenter les dépenses publiques, arrêter l'immigration, instaurer la semaine de 32 heures, taxer les transactions financières... autant de remèdes miracles censés nous guérir de tous nos maux.

Ces contre-vérités rabâchées à l'envi par les politiques et les médias portent un nom : le *négationnisme économique*. À l'origine de choix stratégiques, il nous appauvrit et peut se traduire par des milliers de chômeurs supplémentaires.

Or aujourd'hui, on ne peut affirmer tout et son contraire, nous disent les auteurs, car l'économie est devenue une science expérimentale fondée sur l'analyse rigoureuse des faits. Cette révolution méconnue produit des connaissances qui heurtent souvent de plein fouet les croyances et les intérêts de grands patrons, de syndicalistes, d'intellectuels et de politiques. Ils font tout pour semer le doute, même sur les consensus les plus établis.

Cet essai vigoureux raconte cette révolution et nous offre les moyens de débusquer les impostures et de sortir de l'obscurantisme : une arme indispensable contre la démagogie.

« Explosif. » *Le Monde*

**Pierre Cahuc** est professeur à l'École polytechnique, chercheur au CREST et membre du Conseil d'analyse économique.

**André Zylberberg** est directeur de recherche émérite au CNRS, membre du Centre d'Économie de la Sorbonne et de l'École d'économie de Paris.

**Prix spécial du jury Turgot 2017**

**Préface inédite des auteurs**

En couverture : © Leremy / Shutterstock.com

**Flammarion**

LE NÉGATIONNISME  
ÉCONOMIQUE

## DES MÊMES AUTEURS

- Pierre Cahuc et Marc Ferracci, *L'Apprentissage*, Les Presses de Sciences Po, 2015.
- Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Les Ennemis de l'emploi*, Flammarion, « Champs », 2015. Première parution : *Le Chômage, fatalité ou nécessité ?*, Flammarion, 2005.
- Pierre Cahuc, Yann Algan et André Zylberberg, *La Fabrique de la défiance*, Albin Michel, 2012.
- Pierre Cahuc, Stéphane Carcillo, Olivier Galland et André Zylberberg, *La Machine à trier*, Eyrolles, 2011 (rééd. 2017).
- Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Les Réformes ratées du président Sarkozy*, Flammarion, 2009 ; « Champs », 2010.
- Pierre Cahuc et André Zylberberg, *La Société de défiance*, Éditions Rue d'Ulm, 2007 (rééd. 2016).
- Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Microéconomie du marché du travail*, La Découverte, 2003.
- Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Le Marché du travail*, De Boeck, 2001.

Pierre Cahuc  
André Zylberberg

# LE NÉGATIONNISME ÉCONOMIQUE

et comment s'en débarrasser

**Champs** actuel

© Flammarion, 2016.  
© Flammarion, 2017, pour cette édition.  
ISBN : 978-2-0813-9599-2

## Préface

**E**n septembre 2016, nous faisons paraître *Le Négationnisme économique*. Notre propos était de faire connaître au grand public la « révolution expérimentale » qui bouleverse l'analyse économique depuis plus de vingt ans. Nous insistions en particulier sur l'apport de cette révolution dans l'évaluation des politiques publiques. Pour avoir écrit qu'une approche véritablement scientifique était en train de supplanter l'idéologie et les croyances dans cette discipline, nous avons dû faire face à un torrent de critiques partisans et surtout infondées. Notre livre a donné lieu à une poussée de fièvre inédite pour un ouvrage d'économie. Des centaines de pages de commentaires sur les supports les plus divers ont été écrites. La sortie de l'édition de poche nous donne l'occasion de tirer les enseignements de ce déferlement de passions et de polémiques et de revenir sur le fond du débat.

*Sur le terme « négationnisme »*

Le titre de notre livre a été jugé « abject », « nauséabond », « fait pour salir », relevant de la « méthode Zemmour ». En réalité, l'emploi du terme « négationnisme » a servi de repoussoir commode. Ces indignations, surjouées, révèlent au mieux l'ignorance de leurs auteurs, mais plus vraisemblablement leur mauvaise foi. Ces nouveaux « indignés », se réclamant d'une prétendue « hétérodoxie » s'opposant à la science « officielle » – en particulier le groupe des Économistes Atterrés, think tank de la gauche « critique » – ne savent peut-être pas, ou ont fait mine de ne pas savoir, que le négationnisme scientifique est l'expression consacrée pour désigner les discours dont le but est de disqualifier l'état des connaissances établies par la communauté des chercheurs. Cette expression est banale dans les analyses sur le développement des sciences. Elle s'inscrit au cœur de l'*agnostologie*, qui analyse l'ignorance, en partant du constat que cette dernière n'est souvent pas le fruit d'absence de connaissance, mais plutôt de connaissances erronées produites par des stratégies de désinformation. Ainsi nous rappelons dès les premières

---

1. Voir Robert Proctor, *Agnostology ; The Making and Unmaking of Ignorance*, Stanford University Press, 2008, et Mathias Girel, « Agnostologie : mode d'emploi », *Critique*, vol. n° 799, 31 décembre 2013, p. 964-977.

pages de notre livre que les industriels du tabac ont longtemps financé des pseudo-savants afin de faire douter le grand public de la responsabilité du tabac dans la prévalence des cancers ; que les climato-sceptiques, aidés parfois par les multinationales du secteur pétrolier, ont contesté avec des arguments ayant l'apparence de la science le consensus qu'établissait patiemment le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sur la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique. De même, certains ont contesté la responsabilité du virus VIH dans la prévalence du sida. Dans tous ces cas, les scientifiques n'ont pas hésité à parler de *négationnisme*.

Peut-on aussi employer ce terme en économie ? Très certainement, et d'ailleurs nous ne sommes pas les premiers ! À notre connaissance, la paternité de son usage dans cette discipline revient à Yanis Varoufakis, l'ancien ministre des Finances de la Grèce et aussi icône de l'hétérodoxie en économie. Dans son *Cours d'économie idéal*, il fustige ceux qui pensent que tout chômeur demeure dans cette condition de manière *volontaire*. Il les qualifie, à juste titre, de « négationnistes du chômage ». Le consensus parmi les spécialistes du domaine est qu'effectivement la très grande majorité des chômeurs le sont de manière *involontaire* ; Yanis

---

1. Paris, Flammarion, « Champs », 2016 (1<sup>re</sup> parution sous le titre *Un autre monde est possible*, Flammarion, 2015).

Varoufakis a donc parfaitement raison de qualifier ceux qui s'opposent à ce consensus de « négationnistes ». Dans notre livre, nous employons le même qualificatif à l'encontre de ceux qui s'opposent frontalement au consensus de la recherche internationale sur des sujets comme la réduction du temps de travail ou l'immigration, par exemple. Les personnes qui se sont senties « humiliées » ou « salies » par l'emploi du terme de négationnisme ont subi de notre part le même sort qu'a infligé Yanis Varoufakis aux tenants du « chômage volontaire ». Ceux qui, avec des pudeurs de gazelle, se sont dits « révoltés » par ce qualificatif feraient mieux de méditer cette pensée d'Albert Camus pour qui la logique du « révolté » est précisément « de s'efforcer au langage clair pour ne pas épaissir le mensonge universel ». Ne pas débusquer le négationnisme scientifique là où il se trouve, c'est effectivement épaissir le mensonge universel.

### *Sur les médias*

Le sous-titre de notre livre – *Et comment s'en débarrasser* – a essuyé au moins autant de critiques que son titre, surjouant elles aussi l'indignation et la révolte. Les *Économistes Atterrés* et autres

---

1. Albert Camus, *L'Homme révolté*, 1951, *Œuvres complètes*, t. I, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », p. 908.

hétérodoxes y ont décelé une « entreprise de purification idéologique » marquée par la volonté d'éliminer toute pensée « critique » en faisant régner une forme de « terreur intellectuelle ». Le summum de ce délire de persécution a été atteint à l'occasion d'une tribune intitulée « contre l'intimidation économique » signée par quelques journalistes bien connus et publiée sur le site *Mediapart* le 12 septembre 2016. Ces journalistes ont vu dans notre livre une « tentative d'intimidation » qui voudrait leur imposer de « se ranger sous l'autorité de la vraie science économique et donc de bannir de leurs articles les références aux hétérodoxes ». Et ces mêmes journalistes de rappeler pompeusement que leur « devoir » est de défendre la diversité des opinions « constitutive de nos sociétés démocratiques » !

Nos procureurs, en particulier les quelques journalistes signataires de cette tribune, auraient mieux fait de relire le chapitre VII de notre livre (intitulé *Comment se débarrasser du négationnisme économique*) avant de nous accuser d'être des ennemis de la liberté de penser et de la démocratie. Nous y expliquons que pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, le meilleur repère reste la connaissance produite par la communauté scientifique, mais que c'est une forme de pari car cette connaissance peut un jour ou l'autre se révéler inexacte. En revanche, douter systématiquement des résultats établis par cette communauté – ce qui est l'essence même du

négationnisme scientifique – s'avère bien plus risqué et dangereux. Jeter le soupçon sur la démarche scientifique est un danger majeur pour nos démocraties. La promotion de cette démarche demeure le seul véritable antidote aux virus propagés par les « vérités alternatives » et autres « *fake news* ». La défense de la démocratie exige effectivement de se débarrasser autant que faire se peut du négationnisme scientifique dans tous les domaines, y compris en économie. Nous proposons donc dans le chapitre VII un « mode d'emploi » pour le combattre. Nous insistons particulièrement sur le fait que la stratégie des négationnistes vise *in fine* à influencer les médias, puisque les supports habituels de la production scientifique leur sont fermés. Les journalistes sont les cibles privilégiées par la stratégie négationniste. Dans ce « mode d'emploi », nous avançons quelques pistes pour qu'ils ne soient pas, le plus souvent à leur insu, des supports de diffusion de contre-vérités scientifiques. En particulier, nous invitons les journalistes à ne pas faire appel *systématiquement* aux mêmes intervenants et à se renseigner sur la *valeur* de leurs activités scientifiques. En quoi cette proposition est-elle attentatoire à la liberté de penser et à la démocratie ? Ce n'est nullement un appel à bannir les différences. Au contraire, nous pensons qu'il faut élargir la diversité des expressions dans les médias mais avec un principe de précaution minimaliste : le rejet systématique des connaissances établies par la communauté scientifique devrait être dûment

signalé. Le négationnisme scientifique n'est pas une opinion comme les autres, c'est un fléau que nous devrions tous combattre.

Cette proposition, de bon sens, qui *appelle à plus de pluralisme*, a suscité une opposition très violente de la part des économistes autoproclamés hétérodoxes qui occupent les avant-postes de la scène médiatique... et qui réclament pourtant toujours plus de pluralisme ! On peut les comprendre : une plus grande présence dans les médias de chercheurs venant de tous les horizons écornerait la place privilégiée qu'ils y occupent. Le match qui les oppose à longueur d'antenne avec le « reste du monde » est une rente qu'ils veulent conserver à tout prix. En définitive, on peut sérieusement douter qu'ils militent pour un véritable pluralisme.

Il ne s'agit donc pas d'empêcher le débat, bien au contraire. Mais un débat informatif n'est pas toujours synonyme d'une confrontation *politique*, le plus souvent présentée comme un affrontement entre des courants de pensées. Cela perpétue l'idée que l'économie est finalement une question d'opinion, ce qui n'est pas le cas.

### *Le rôle de l'économiste*

Un autre débat suscité par notre livre porte sur le rôle de l'économiste dans la cité. Les Économistes Atterrés et plus largement la plupart des

économistes autoproclamés hétérodoxes se sont faits les supporteurs d'une conception « militante » de l'économiste. Selon cette dernière, l'économiste devrait participer aux confrontations politiques en fournissant aux organisations partisans derrière lesquelles il s'engage des analyses qui diffèrent de la « doxa dominante ». Ainsi, le collectif des Économistes Atterrés alimente les organisations de la gauche dite « critique » d'argumentaires que leurs dirigeants et militants pourront utiliser dans les confrontations avec leurs adversaires.

Nous ne contestons à personne le droit de porter des convictions et de s'engager dans le combat politique pour les promouvoir. Ce que nous dénonçons est la *stratégie* mise en œuvre pour cette promotion. C'est celle du *négationnisme scientifique*. Son ingrédient essentiel consiste à affirmer que les chercheurs dont les résultats ne s'accordent pas avec les propositions de la gauche « critique » sont les promoteurs d'une « pensée unique » servant les intérêts des « puissants » (lire « la finance internationale »). La science « officielle », « orthodoxe » ou « *mainstream* » n'admettrait qu'un seul paradigme fondé sur le primat de la rationalité individuelle, la croyance en l'autorégulation des marchés et leur efficience.

Cette stratégie a remarquablement bien fonctionné. Une grande partie de l'opinion publique et des médias a fini par croire qu'il y avait effectivement deux manières de faire de l'économie : celle

des Économistes Atterrés et autres hétérodoxes, humaine, sociale, proche de la réalité des gens, et celle des orthodoxes, froide, mathématisée, désincarnée et soumise aux exigences de la finance. Cette prétendue coupure radicale est une fable utile pour la rhétorique hétérodoxe mais elle n'a aucun fondement. Le nombre d'études parues dans les revues économiques *mainstream* qui critiquent la rationalité individuelle, l'autorégulation des marchés ou leur efficacité est proprement faramineux. La régulation des marchés est au cœur de la science économique, Jean Tirole a même été récompensé du prix Nobel pour ses travaux dans ce domaine.

Dans pratiquement tous les chapitres de ce livre, nous fournissons maints exemples prouvant que la science économique ne vit sur aucun dogme. La mise en scène d'une coupure « scientifique » entre de prétendus orthodoxes et des hétérodoxes auto-proclamés n'est rien d'autre qu'une arme stratégique dans le champ des confrontations politiques. Les hétérodoxes sont des militants ou des sympathisants de la gauche « critique » et ils veulent faire croire que tous les autres économistes se situent dans le camp opposé, constitué par toutes les variantes du libéralisme. Cette coupure n'a aucun sens dans le développement actuel de la science économique. Faire croire que seuls les « hétérodoxes » ont un regard critique sur leur profession est une escroquerie qui empêche tout débat serein,

informé, sur un grand nombre de sujets essentiels pour notre avenir. C'est ce que montre notre ouvrage. C'est sans doute pour cela qu'il a autant dérangé.

### *De la politique*

Au chapitre VII de ce livre, nous attirons l'attention sur les contradictions possibles entre l'activité de recherche d'un scientifique et ses engagements partisans. Nous rappelons l'avertissement que Max Weber lance dans son ouvrage *Le Savant et le Politique* : « Chaque fois qu'un homme de science fait intervenir son propre jugement de valeur, il n'y a plus de compréhension intégrale des faits. » La campagne pour l'élection présidentielle de 2017 a parfaitement illustré cet avertissement.

Certains économistes de renom, plutôt catalogués « orthodoxes », ont soutenu ouvertement Emmanuel Macron dans une tribune parue quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle. Il n'est pas sûr qu'ils aient ainsi favorisé, comme le redoutait Max Weber, une « compréhension intégrale des faits ». Bien que la tribune ait

---

1. Max Weber, *Le Savant et le Politique* (1919), Paris, Union Générale d'Éditions, 1963, p. 19.

2. En particulier, 40 économistes ont signé une tribune intitulée « Pourquoi nous soutenons Emmanuel Macron » parue dans *Le Monde de l'économie* le 12 avril 2017.

clairement précisé que les signataires ne partageaient pas forcément toutes les propositions du candidat, le grand public ne s'arrête pas à ce genre de précaution. Pour lui, il s'agit ni plus ni moins d'un engagement *unilatéral* derrière un candidat. À travers ce type de tribune, le grand public décèle plutôt l'expression d'une intervention partisane à l'instar de celle d'un groupe d'artistes ou de sportifs célèbres. Pour notre part, il nous a toujours semblé plus efficace de commenter les effets d'une *mesure précise* à la lumière des enseignements de l'analyse économique... et si possible en dehors des périodes électorales. Quoi qu'il en soit, les économistes ayant soutenu Emmanuel Macron l'ont fait à titre personnel et n'ont jamais prétendu être les porte-paroles d'un groupe bien identifié.

Ce ne fut pas le cas pour les Économistes Atterrés. Ces derniers ont publié une réponse à la tribune des supporteurs d'Emmanuel Macron signée par « Le Collectif des Économistes Atterrés ». Sur le fond, cette réponse s'apparente à un tract classique de campagne électorale dans lequel *toutes* les mesures du programme d'Emmanuel Macron sont systématiquement vouées aux gémonies sans

---

1. Parue dans le journal *Le Monde* en date du 18 avril 2017. On peut lire cette réponse sur le site des Économistes Atterrés à l'adresse [http://www.atterres.org/article/macron-en-marche-avec-la-science- %C3 %A9conomique-la-r %C3 %A9ponse-des-atterr %C3 %A9s-aux-40- %C3 %A9conomistes-qui](http://www.atterres.org/article/macron-en-marche-avec-la-science-%C3%A9conomique-la-r%C3%A9ponse-des-atterr%C3%A9s-aux-40-%C3%A9conomistes-qui)

qu'aucune ne trouve grâce à leurs yeux. Mais la forme nous apparaît plus importante que le fond. Le fait que cette tribune fasse l'objet d'une signature *collective*, et non de quelques personnes bien identifiées, révèle le véritable objet de cette tribune. Il signifie que le Collectif des Économistes Atterrés agit comme un groupe partisan prenant position *contre* Emmanuel Macron. Ce dernier a été sans conteste la cible privilégiée des Économistes Atterrés, et plus largement de bon nombre d'économistes se revendiquant « hétérodoxes », probablement parce que celui qui allait devenir président de la République était perçu comme le plus « libéral » de tous les candidats, quand ce n'était pas le « candidat de la banque ». Il a été nettement plus attaqué que François Fillon ou Marine Le Pen. Le programme de cette dernière n'a pas eu droit à une critique signée par l'ensemble du Collectif des Économistes Atterrés. Pour le second tour de l'élection présidentielle, ce Collectif n'a pas appelé à voter Emmanuel Macron, ni même à faire barrage à Marine Le Pen.

---

1. On trouve sur le site des Économistes Atterrés une tribune signée par Anne Eydoux et Sabina Issehnane, en date du 30 mars 2017, dénonçant le « logiciel néolibéral » du FN dont le programme serait « avant tout au service du patronat et des riches ». Un jugement pour le moins original eu égard à la campagne très « étatiste » menée par Marine Le Pen. <http://www.atterres.org/article/front-national-un-programme-%C3%A9conomique-et-social-incoh%C3%A9rent-et-x%C3%A9nophobe>

Par ailleurs, des membres des Économistes Atterrés et, plus largement, d'autres économistes autoproclamés hétérodoxes se sont engagés derrière certains candidats classés à gauche ou à l'extrême gauche. En particulier, un grand nombre d'entre eux ont signé un appel en faveur de Jean-Luc Mélenchon paru dans le quotidien *Libération* du 18 avril 2017. Il est intéressant de noter que cet appel reprend à son compte quelques recettes « négationnistes » que nous dénonçons dans notre livre, comme l'augmentation du Smic ou la réduction du temps de travail pour créer des emplois en France. Il est aussi intéressant de noter que vingt-cinq lauréats du prix Nobel d'économie, dont Joseph Stiglitz et Jean Tirole, ont rappelé dans une tribune du journal *Le Monde* en date du même 18 avril que le consensus des économistes était clairement en faveur du maintien de la France dans la zone euro. Cela n'empêche pas de lire dans l'appel des économistes en faveur de Jean-Luc Mélenchon que l'abandon de l'euro est une option parfaitement envisageable. Encore un bel exemple de négationnisme économique.

### *Choix de société et consensus scientifique*

Croire que les différences entre la gauche et la droite sont intimement liées à des conceptions différentes du fonctionnement de l'économie est une

erreur. Il y a des connaissances établies sur le fonctionnement de l'économie que les préférences partisans ou l'idéologie ne peuvent abolir. Les différences entre la droite et la gauche relèvent de choix de société opposés. Le débat politique doit porter sur les choix de société, non sur les connaissances établies. Or ces connaissances ont considérablement progressé depuis deux décennies, en particulier grâce à la généralisation des méthodes expérimentales. Cela ne signifie pas que le principe thatchérien du TINA – *There Is No Alternative* – s'impose inéluctablement. Mais toute volonté de changement se trouve contrainte par les connaissances établies. Par exemple, vouloir réduire les inégalités de revenus fait partie des choix de société. Augmenter le salaire minimum n'est pas en France le bon moyen pour y parvenir, cela fait partie des connaissances établies.

Mais pourquoi est-il si compliqué de s'accorder sur un consensus factuel ? Les recherches en psychologie et en neurosciences nous enseignent que la connaissance du consensus établi par les scientifiques a souvent peu de poids dans les débats politiques. Il est beaucoup plus important de savoir si ce consensus met celui qui l'accepte en porte-à-faux avec sa famille politique. Dan Kahan, professeur de droit et de psychologie à l'université de Yale aux États-Unis, a constaté qu'un électeur républicain a d'autant plus de chance d'être climato-sceptique qu'il est doté d'une bonne culture scientifique !

C'est l'inverse chez les électeurs démocrates . Il y a là un mécanisme quasi évolutionniste : mieux vaut nier la réalité que prendre le risque d'être rejeté de sa famille politique, souvent perçue comme un trait constitutif de la personnalité qui peut l'emporter sur les informations objectives en notre possession. Ainsi, les recherches les plus rigoureuses montrent que l'immigration n'a pratiquement aucune influence sur le niveau général du chômage, mais elles montrent aussi que la réduction du temps de travail ne crée pas d'emplois. Pour beaucoup, une personne de gauche doit adhérer à la première conclusion et refuser la seconde. Ce devrait être exactement l'inverse pour une personne de droite (*a fortiori* extrême) ! C'est là que le bât blesse : la réduction du temps de travail ne va pas créer des emplois si le patron est de gauche et en détruire s'il est de droite.

Ne pas vouloir distinguer, de manière délibérée, les connaissances factuelles sur le fonctionnement du système économique des choix de société aboutit à prendre de mauvaises décisions et nourrit les extrêmes, de gauche comme de droite. Malgré tous les écueils qui la guettent (manipulations, fraudes, conflits d'intérêts...), la démarche scientifique reste le meilleur barrage contre la prolifération des

---

1. Voir son article « Climate-Science Communication and the Measurement Problem », *Advances in Political Psychology*, 2015.

croyances infondées. C'est aux chercheurs en sciences humaines et, plus généralement, aux intellectuels qu'incombe en premier lieu la responsabilité de promouvoir cette démarche et ses résultats. Cette responsabilité est aussi celle des hommes politiques. Le consensus scientifique est le même pour tous. L'engagement dans le débat public est éminemment respectable mais il ne devrait pas conduire à ignorer des connaissances établies. Le Brexit et l'élection de Donald Trump montrent qu'une stratégie populiste, qui repose sur la négation systématique des faits établis et le dénigrement de ceux qui les reconnaissent, peut être payante pour gagner des élections. Mais l'histoire nous enseigne aussi que le déni du réel finit toujours par produire des résultats catastrophiques, notamment pour les plus pauvres.

*Sur la « révolution expérimentale »  
et ses limites*

Un reproche récurrent qui nous fut adressé est d'avoir prétendu que l'économie serait désormais une science « exacte ». On ne trouvera pas dans notre livre une affirmation de cette nature et ceux qui l'ont répétée sans précaution – y compris quelques collègues *a priori* très distingués – n'ont tout simplement pas lu notre livre ou déforment

sciemment notre propos. En réalité, nous nous attachons à montrer que l'analyse économique connaît depuis plus de vingt ans une « révolution expérimentale ». Cette révolution porte sur la manière d'évaluer les effets des modifications de l'environnement économique, en particulier lorsqu'ils résultent des modifications des politiques économiques. L'économie n'est donc pas devenue une science *exacte*, mais elle est de plus en plus, et dans des domaines cruciaux, une science *expérimentale* cherchant à établir des relations de cause à effet. Pour cela, elle compare le devenir de groupes tests – qui ont subi des modifications de leur environnement – avec celui de groupes témoins – qui n'ont pas subi ces modifications. Dans son principe, cette méthode ne diffère guère de celle couramment utilisée en médecine ou en biologie. Son intérêt est aujourd'hui universellement admis par les économistes du monde entier.

Bien évidemment, l'analyse économique ne se résume pas à cette approche expérimentale. Les études historiques, les enquêtes quantitatives ou qualitatives, les analyses théoriques en font partie et doivent continuer à en faire partie. Dans le traitement des données, nous ne rejetons nullement

---

1. Dans *L'Obs* du 6 octobre 2016, Daniel Cohen fait une critique peu amène de notre livre intitulée « L'économie n'est pas une science exacte », en affirmant doctement que « cette question hautement spéculative est revenue à la une, à la suite d'un essai au titre nauséabond ».

les enseignements de la modélisation qui est un complément indispensable de l'approche expérimentale, en particulier pour explorer la validité des résultats des expériences en dehors de leurs cadres forcément restreints (c'est la question de la validité *externe* des expériences). Toutes les méthodes, dès lors qu'elles sont adaptées au problème traité, ont leur intérêt. Notre ouvrage souligne que la méthode expérimentale en économie, aspect méconnu du grand public, est devenue incontournable et aboutit à des résultats pertinents. Mais pertinents ne veut pas dire parole d'évangile. Tous les économistes qui font usage de ces méthodes sont conscients de leurs limites.

Ces limites sont différentes s'il s'agit d'expériences « naturelles » ou « contrôlées ». Les expériences « naturelles » s'appuient sur des événements qui ont vraiment eu lieu. Elles présentent donc l'avantage de prendre en compte les chiffres de l'économie *réelle*, ce ne sont pas des chiffres issus d'expériences de laboratoire. Les expériences « naturelles » comparent des groupes de personnes ou d'entreprises ayant subi certains événements dans la « vraie » vie à des groupes ne les ayant pas subis. Par exemple, au chapitre VI, nous relatons une étude célèbre sur les effets de l'immigration sur le chômage qui compare l'évolution de la ville de Miami, touchée massivement par l'exode cubain en 1980 – c'est le groupe test –, à l'évolution

d'autres villes américaines qui n'ont pas été touchées par cette vague migratoire – c'est le groupe témoin. Les résultats des expériences naturelles sont toujours délicats à interpréter, car quel que soit le soin pris par les expérimentateurs pour être le « plus proches possible », les caractéristiques des deux groupes ne sont jamais identiques et on ne peut exclure que des facteurs cachés soient les véritables causes d'éventuelles différences entre les évolutions du groupe témoin et du groupe test (différences qu'on aurait alors attribuées à tort à l'impact de l'immigration).

Les expériences « contrôlées » sont de nature différente. Elles s'appuient sur des situations *créées* par l'économiste, et s'apparentent donc à des expériences de laboratoire. Par exemple, pour évaluer un programme d'aide à la recherche d'emploi, l'économiste tire au sort dans la population des chômeurs éligibles à ce programme un groupe qui en bénéficiera et un autre groupe qui n'en bénéficiera pas. Le tirage au sort assure qu'en moyenne, les éventuelles différences entre les parcours professionnels des deux groupes sont bien dues au programme d'accompagnement. Les expériences contrôlées permettent donc de repérer des relations de cause à effet.

Néanmoins, la mise en évidence de relations causales, que ce soit par le biais d'expériences naturelles ou contrôlées, n'apporte qu'un éclairage partiel. Les résultats de ces expériences ne peuvent se

généraliser sans précaution à des environnements différents. Ainsi, rien ne garantit que les effets de l'immigration dans le sud des États-Unis soient les mêmes que dans le centre de l'Europe ou dans l'Asie du Sud-Est. La seule manière de pallier ces inconvénients est de multiplier les études fondées sur des expériences dans des environnements (géographiques, économiques, culturels) différents. C'est ce qui a été fait pour l'analyse des effets de l'immigration.

La généralisation des résultats peut aussi dépendre de la taille de la population concernée. Ainsi, une expérience qui montrerait qu'un programme d'accompagnement d'un groupe de chômeurs accroît leur retour vers l'emploi ne permet pas d'affirmer que ce résultat serait encore valable si ce programme était généralisé à l'ensemble des chômeurs éligibles. À l'effet direct positif de la mesure pourrait s'ajouter un effet indirect négatif lié à la concurrence entre les chômeurs bénéficiaires, qui retarderait le retour à l'emploi de certains d'entre eux. Par ailleurs, la situation des chômeurs non éligibles au programme d'accompagnement pourrait se dégrader. Tous ces effets, dits « d'équilibre général », pourraient bien faire en sorte que le résultat final du programme soit très différent de celui qu'une expérience contrôlée réalisée localement a mis en évidence.

Pour savoir si ces effets d'équilibre général sont importants ou négligeables, un retour vers la

*d'emploi pour combattre le négationnisme économique, 229.*

Épilogue .....	235
<i>Notes</i> .....	239
<i>Remerciements</i> .....	260

Cet ouvrage a été mis en pages par



<pixellence>

N° d'édition : L.01EHQN000936.N001  
Dépôt légal : septembre 2017